

MARDI
19
MARS
2019

**VERITABLE DEBAT,
il faut des réponses concrètes !**

la CGT a des propositions

Depuis plusieurs semaines, les questions de pouvoir d'achat (et donc des salaires), de justice fiscale, d'accès aux services publics sont clairement posées sous différentes formes d'expressions. Le gouvernement reste enfermé dans ce qu'il pense être un « véritable débat ».

La politique sociale et économique du gouvernement favorise la rémunération du capital, l'enrichissement des plus fortunés du pays. La CGT fait quant à elle des propositions porteuses de garanties collectives de haut niveau pour l'ensemble des salariés.

Salaires et pensions

SMIC : Une augmentation immédiate du SMIC à 1800€ brut : le SMIC s'élève à 1498.47€ brut pour 35 heures soit 1188€ net après déduction des cotisations. Il manque 300€ pour boucler les fins de mois et vivre dignement de son travail.

L'ouverture de négociations salariales dans les branches, les entreprises et les administrations pour que les salaires augmentent, pour reconnaître les qualifications, les diplômes et l'expérience des travailleurs.

L'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Il est insupportable que les femmes perçoivent encore 25 % de moins que les hommes. Cela générerait près de 35 milliards de recettes fiscales supplémentaires (cotisations salariales et patronales, impôt sur le revenu, et TVA).

Augmentation des retraites et pensions, Possibilité de départ à la retraite dès 60 ans avec un niveau de pension qui ne puisse être inférieur au SMIC pour une carrière complète + abrogation de la CSG.

Une indemnisation de tous les privés d'emploi, parce qu'on ne choisit pas d'être licencié.



Fiscalité

Le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune : la suppression de l'ISF représente plus de 5 milliards d'euros rendus aux plus riches qui alimentent une économie socialement inutile.

Rendre le système fiscal plus juste : renforcer la place de l'impôt sur le revenu, notamment en augmentant les taux pour les plus hauts revenus et en réduisant les niches fiscales. A l'inverse, réduire la TVA en baissant le taux normal de 20 à 15 %, et en supprimant la TVA sur les produits de première nécessité.

Taxer le capital et moins le travail pour réorienter les profits vers l'emploi et les salaires : les salaires stagnent mais les versements de dividendes explosent. En clair, les bénéfices des entreprises sont orientés vers les actionnaires plutôt que vers les salariés. **En 2018, les entreprises du CAC40 ont versé 57 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires !**

Services publics

Les Services Publics sont la colonne vertébrale de l'intervention publique. Ils doivent d'abord répondre mieux aux attentes et besoins des populations et donc à l'intérêt général. Ils sont les outils de la solidarité, de la citoyenneté et de la cohésion sociale.

Garantir un accès de proximité aux services publics, en temps et en distance.

Doter les services publics du personnel et des moyens nécessaires pour un service de qualité.

Participation des usagers à la définition et à l'évaluation des services publics.

De l'argent, il y en a

CHAMPAGNE POUR

LES 1%



AUGMENTATION
DU CRÉDIT
IMPÔT
COMPÉTITIVITÉ
EMPLOI

4 Md

(qui viennent s'ajouter aux 40 milliards du pacte de responsabilité)

3,5 Md

SUPPRESSION
DE L'ISF

FIN DE LA TAXATION
DE 3%
SUR LES DIVIDENDES

1,8 Md

PLAFONNEMENT
DE LA TAXATION
SUR LE CAPITAL
À 30% MAXIMUM

1,3 Md

1,2 Md

BAISSE DE L'IMPÔT
SUR LES SOCIÉTÉS

SUPPRESSION DE LA TAXE
SUR LES SALAIRES DE PLUS
DE 152 000€/AN

300 M

**Tous
dans
l'action**

**Rassemblement et
Manifestation :**

Mardi 19 mars 2019

14h30

**Place de la Libération
Dijon**